

Index AI : PRE01/392/2013  
05 August 2013

## **Sri Lanka. L'enquête sur la mort de manifestants qui auraient été tués par l'armée doit être véritablement indépendante**

Les autorités sri-lankaises ne doivent pas autoriser l'armée à enquêter elle-même sur les allégations de recours excessif à la force par des militaires après la mort de plusieurs personnes, tuées début août alors qu'elles manifestaient pour défendre leur droit à l'eau potable, a déclaré Amnesty International.

« L'armée n'aurait jamais dû être chargée du maintien de l'ordre face à des manifestants sans arme et l'idée qu'elle enquête sur ses propres agissements est tout simplement ridicule », a déclaré Polly Truscott, directrice adjointe du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International.

« Les autorités sri-lankaises doivent de toute urgence ouvrir une enquête efficace sur ces événements tragiques. Cette enquête doit être indépendante et impartiale, menée avec professionnalisme, et elle doit disposer des ressources et des pouvoirs nécessaires pour faire toute la lumière sur cette affaire. L'armée ne peut pas enquêter elle-même. En faire moins donnerait l'impression que le recours excessif à la force contre des manifestants est autorisé. »

Juridiquement, le Sri Lanka est tenu, au titre des traités internationaux relatifs aux droits humains, de respecter et de protéger le droit à la vie, et de fournir un recours effectif quand ce droit est bafoué.

Des manifestations ont débuté la semaine dernière. Des milliers d'habitants de Weliveriya, une ville située dans l'ouest du pays, se plaignaient de la pollution de leur source d'eau potable par une usine située à proximité.

Plusieurs personnes sont décédées jeudi 1er août à la suite de heurts entre des manifestants et l'armée. Des images filmées montrent des soldats tirer à balles réelles sur des manifestants, dont certains jettent des pierres.

Selon les médias, Akila Dinesh, 17 ans, est mort dans un hôpital local peu après les premiers heurts, le 1er août, et Ravishan Perera, 19 ans, est décédé le 3. Un homme de 29 ans dont Amnesty International ignore le nom est mort à l'hôpital national de Colombo dimanche 4 août. Toujours selon les médias, de nombreux autres manifestants auraient été blessés et des membres de l'armée s'en seraient aussi pris à des personnes qui s'étaient réfugiées dans une église.